



APPEL AUX SALARIES – GREVE DU 18 DECEMBRE

Tous les syndicats de France télévisions, CFDT, CGC, CGT, FO, SNJ et SUD, appellent les salariés à une grève de 24h, ce mardi 18 décembre 2012. Cette date est celle du Comité Central d'Entreprise extraordinaire où Rémy Pflimlin doit répondre à des questions fondamentales pour l'avenir de France Télévisions dans le cadre d'un droit d'alerte sur la situation alarmante de FTV : financement, emploi, organisation, activité, évolution des chaînes.

Pourquoi appelons-nous les salariés à la mobilisation? Parce qu'aujourd'hui, c'est à eux de réagir face au plan d'économies drastiques qu'on veut leur imposer !

Depuis des semaines, politiques, éditorialistes, producteurs privés, lobbies divers et variés s'expriment sur leur vision du service public audiovisuel, sur ce que doit être ou ne pas être France Télévisions.

A la veille de décisions cruciales pour l'avenir de nos chaînes, il est impératif que les salariés fassent à leur tour entendre leur voix. Il est indispensable de **réaffirmer notre attachement à nos missions de service public** à l'heure où Rémy Pflimlin s'emploie à les rendre irréalisables, en supprimant les éditions locales et les programmes régionaux, en privant les Outremer Première et les antennes régionales des moyens nécessaires, en opérant la fusion des rédactions à Paris, en se débarrassant des collaborateurs précaires fidèles à FTV depuis des années.

Lors de la négociation du préavis de grève du jeudi 13 décembre, la direction n'a donné **aucune réponse satisfaisante** :

- sur la question de l'activité et des programmes, elle renvoie au CCE extraordinaire.
- sur l'emploi et les précaires, elle confirme l'ouverture d'une négociation nationale pour début 2013, mais avec le projet de mettre en oeuvre de nouvelles polyvalences pour réduire l'emploi.
- sur l'application unilatérale du projet d'accord collectif aux PTA, le moins disant est désormais la règle.

La grève du mardi 18/12 est plus que jamais maintenue avec 3 exigences:

- Le maintien de toutes les activités de programme et d'information en région et dans les outremer, et un projet de développement pérenne avec un véritable financement.
- Des garanties concernant l'emploi des salariés précaires historiques.
- L'arrêt de l'application unilatérale du projet sur les classifications et les rémunérations des PTA, et la reprise des négociations sur ce dossier dans le respect d'un vrai dialogue social.

Un rassemblement aura lieu sur l'Esplanade Henri de France, devant le Siège de France Télévisions à Paris, le mardi 18 décembre à 13h.

Paris, le 17 décembre 2012